

Courrier de mission : Pasteur.e.s de là-bas, ici

Du 10 au 12 octobre s'est tenue au Défap une première session d'accueil de pasteurs arrivant de l'étranger et accueillis dans des Églises de France. Vincent Nême-Peyron, Président de la Commission des ministères de l'Église protestante unie de France, et Peter Hanson, pasteur luthérien américain qui œuvre à l'Église protestante unie de Lyon rive-gauche et à l'Église anglicane Trinity Church Lyon, reviennent au micro de Marion Rouillard sur la genèse et sur les buts du projet.



Un aperçu de la première session de formation interculturelle organisée par le Défap pour des pasteurs arrivant de l'étranger © Défap

**Une première session pour
accueillir les pasteurs d'origine
étrangère, émission présentée par
Marion Rouillard**

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 26 octobre 2022 sur Fréquence Protestante

Aider à accueillir les pasteurs venus d'ailleurs

Les pasteurs venus d'autres Églises, d'autres pays, et donc d'autres contextes culturels, sont de plus en plus nombreux au sein des Églises européennes. Comment aider les nouveaux arrivants à « prendre leurs marques » ? Comment éviter malentendus, incompréhensions, voire tensions ? C'est tout l'enjeu des sessions organisées au Défap à la demande de trois Églises – l'EPUdF, l'UEPAL et l'EPUB – pour accueillir les ministres ou suffragants venant de l'étranger. La première s'est tenue du 10 au 12 octobre et réunissait une quinzaine de participants.



Le secrétaire général du Défap, Basile Zouma, s'exprimant devant les participants de cette session de formation le 10 octobre 2012 © Défap

Longtemps considérée avec méfiance en France, patrie de l'universalisme, [l'importance de la dimension interculturelle est de plus en plus reconnue](#). En témoigne l'émergence de formations professionnelles consacrées à la sensibilisation à la communication interculturelle, au management interculturel, à l'acclimatation au contexte culturel étranger... Les Églises n'y échappent pas. Comme le soulignait fin 2018 Marc-Frédéric Muller, directeur de la revue *Perspectives missionnaires*, lors d'un [forum organisé en partenariat avec le Défap et la Fédération Protestante de France](#) : « Nous vivons dans un monde pluriculturel, et les Églises en sont parties prenantes. C'est une réalité qui a toujours été là, mais elle a pris dernièrement plus d'ampleur. Comment fait-on société dans un monde de plus en plus pluriculturel ? Comment fait-on société à l'époque d'un individualisme croissant ? (...) La mondialisation a bien changé le visage de pays comme la France, la Suisse... Mais ce n'est ni un drame, ni un échec.

Est-ce la vocation des Églises de montrer les opportunités, les promesses de ces changements ? Ont-elles une expertise, un savoir-être ? »

Qu'elles aient ou non une telle expertise, les Églises vivent déjà au quotidien cette dimension interculturelle. C'est le cas à travers leurs paroissiens, d'origines de plus en plus diverses, à l'image de l'ensemble de la société ; et à travers leurs pasteurs. Prenons l'exemple de l'Église Protestante Unie de France (EPUdF), l'une des trois Églises fondatrices du Défap : les pasteurs d'origine étrangère y représentent une proportion croissante : ils étaient ainsi 22,6% selon les chiffres de 2015, les pasteurs originaires d'Afrique étant le deuxième contingent le plus important. Et parmi ces pasteurs venus d'Afrique, bon nombre étaient passés par le Défap. Ce qu'illustrent des parcours comme ceux de [Jean-Serge Kinouani](#), [Aymar Nkangou](#), [Patrice Fondja](#) et bien d'autres... Quand on fait le bilan de ce que le Défap apporte à ses Églises membres, une bonne partie de ses activités peuvent rester mal connues, car elles se développent à travers de multiples réseaux et partenariats. Et voici précisément l'un de ces apports qui restent parmi les moins visibles : à travers le Défap, les Églises de France trouvent aussi de nouveaux pasteurs. Avec une vision différente de la vie d'Église, susceptible d'aider aux nécessaires adaptations face aux changements de notre société, ou de revivifier certaines paroisses.

Une co-constructions entre les Églises et le Défap



*Méditation à l'ouverture de la deuxième journée de formation,
le 11 octobre 2012 © Défap*

Ces évolutions que connaît l'EPUdF concernent les autres Églises membres du Défap ; et au-delà de la France, des pays voisins francophones comme la Suisse ou la Belgique y sont aussi directement confrontés. Au sein de l'EPUdF, la Commission des ministères, « commission d'embauche » des futurs ministres de l'Église, a pris depuis plusieurs années toute la mesure des changements induits par les évolutions de la société sur le profil des pasteurs. Cas similaires au sein de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), autre Église membre du Défap ; et également, plus au nord, au sein de l'Église protestante unie de Belgique (EPUB). C'est de cette préoccupation commune qu'est née la demande, exprimée au Défap par ces trois Églises, d'une série de sessions permettant d'accueillir des ministres ou suffragants venant de l'étranger. Avec l'idée d'en faire des temps d'échange et de rencontre, mais aussi de donner à ces futurs pasteurs des clés de lecture, des repères et des ressources. Il s'agit donc là, pour le Défap, d'un nouveau mandat ; et ces sessions sont le fruit d'une co-construction entre les Églises et le Défap.

La première de ces sessions **s'est tenue au Défap du 10 au 12 octobre 2022**. Elle a réuni une quinzaine de participants. Elle combinait des modules généraux présentant les diverses Églises dans lesquelles les nouveaux arrivants seront amenés à devenir pasteurs, ou destinés à leur donner des repères sociétaux, culturels et sur les styles de vie ou sur des questions clés comme celle de la laïcité, avec des témoignages de pasteurs étrangers déjà présents depuis plusieurs années en France. Un autre module s'attachait à questionner les stéréotypes sur les pays d'origine ou d'accueil des nouveaux arrivants. Avec, pour cette session, quatre objectifs affichés : donner des repères légaux et sociétaux ; améliorer la connaissance des Églises ; donner des informations déontologiques et financières ; mais aussi mettre en réseau les ministres nouvellement arrivés,

leur proposer des personnes ressources.

Une **deuxième rencontre du 23 au 25 janvier** réunira les 15 participants de cette première session, toujours au Défap, autour des questions interculturelles : il s'agira alors de favoriser la prise de recul par le partage, de donner des éléments d'interculturalité, et de renforcer les acquis de la première session.

Courrier de mission : rencontre avec la théologienne Madeleine Mbouté

Doyenne de la faculté de théologie de Ndoungué, où sont formés les pasteurs de l'Église Évangélique du Cameroun, Madeleine Mbouté était fin septembre l'invitée de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap ». Elle y évoque des thématiques qui lui tiennent à cœur et sur lesquelles la faculté qu'elle dirige s'efforce de faire évoluer les mentalités : la place des femmes et l'éthique chrétienne.



Madeleine Mbouté © DR

« Quand on a adhéré au message du salut donné par Jésus-Christ, inévitablement, notre vie devient une bible ouverte. » C'est armée de cette conviction forte que Madeleine Mbouté dirige la faculté de théologie de Ndoungué, dont elle est doyenne et où elle enseigne depuis 13 ans la théologie systématique. Actuellement présente en France, elle était l'invitée, le 28 septembre, de Marion Rouillard lors de l'émission « Courrier de mission – le Défap », diffusée le quatrième mercredi de chaque mois sur Fréquence protestante.

Entretien avec Madeleine Mbouté, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 28 septembre 2022 sur Fréquence Protestante

La faculté de théologie de Ndoungué, autrefois appelée

séminaire de Ndoungué, est avant tout l'institut de formation des pasteurs de l'Église Évangélique du Cameroun (EEC) ; mais elle accueille également des étudiants venant d'autres Églises partenaires. C'est une institution partenaire du Défap au Cameroun, avec l'Université protestante d'Afrique Centrale (UPAC), première institution universitaire protestante dans ce pays, et avec les facultés de théologie de Bibia et Foulassi. Sous l'impulsion de sa doyenne, la faculté de théologie de Ndoungué travaille sur des sujets cruciaux comme la place de la femme dans l'Église ou les questions d'éthique chrétienne. Des thématiques qui, au-delà de l'Église elle-même, concernent toute la société camerounaise, dont l'histoire et les valeurs ont été fortement marquées par l'influence protestante : les missions protestantes se sont succédé dans ce pays du XIXème au XXème siècle, venues des États-Unis, des divers pays d'Europe – ce qui inclut la SMEP, la Société des Missions Évangéliques de Paris, l'ancêtre du Défap. Les protestants ont construit les premières écoles, les premiers hôpitaux, la première université : l'UPAC, à Yaoundé. S'ils ne sont plus majoritaires, les protestants représentent encore aujourd'hui 26% de la population, le catholicisme étant à 40%, et l'islam à 20%.

Place des femmes : « 17 femmes ont été ordonnées pasteures en juillet »

Au sein de l'Église Évangélique du Cameroun, souligne Madeleine Mbuté, les femmes ont une place essentielle. Au quotidien, elles travaillent « à l'éducation des enfants, dans les œuvres sociales, dans l'encadrement des déshérités ». Elles peuvent aussi faire des études de théologie, devenir pasteures et cadres de l'Église. Comme le note Madeleine Mbuté, « Henriette Mbatchou, qui a été présidente de la Cevaa (la Communauté d'Églises en mission), est de notre Église ». Mais c'est une conquête récente et qui nécessite encore de poursuivre les efforts pour mieux reconnaître la place des femmes. Dans cette évolution, une missionnaire d'origine

hollandaise de l'Église Réformée des Pays-Bas, Jansen Mechteld, qui fut la toute première pasteure à travailler, de 1989 à 1993, dans une paroisse de l'EEC à Foumban, a joué un rôle de déclencheur en bousculant les mentalités au sein de l'Église. « L'EEC a commencé à accepter des femmes en formation théologique en octobre 1992 », rappelle ainsi Madeleine Mbouté. Néanmoins, il a fallu attendre l'année 2001 pour qu'elle consacre ses premières pasteures. Depuis les années 90, « une quarantaine de femmes ont été formées dans notre école de théologie à Ndoungué, mais aussi à l'UPAC ». Mais si les pasteures de l'EEC « assument leurs responsabilités avec dévouement et efficacité », aujourd'hui encore, elles ne représentent guère plus de 10% du corps pastoral. Madeleine Mbouté se veut toutefois confiante dans l'évolution des mentalités au sein de son Église : « sur les 126 pasteurs qui ont été consacrés le 24 juillet dernier, il y avait 17 femmes ». Une évolution à laquelle elle travaille régulièrement à travers l'organisation de colloques et de séminaires.

Les questions d'éthique chrétienne sont un autre grand sujet auquel se consacre Madeleine Mbouté. Un thème difficile au sein d'une société marquée par de nombreuses dérives, qui n'épargnent pas toujours les Églises. « Tout au long de l'année académique 2021-2022, note-t-elle, nous avons tenu des séminaires en master 1 et 2 sur la thématique de la christologie de conquête et de reconquête ». Une manière de dire que les chrétiens doivent assumer de porter dans la société des valeurs inspirées de leur foi : « c'est quand on a accepté l'amour de Jésus-Christ pour nous, son sacrifice pour notre vie, que les fruits éthiques peuvent accompagner notre vécu au quotidien ». C'est d'ailleurs pour travailler sur ces questions d'éthique qu'elle est actuellement en France, ce qui lui permet d'accéder à la bibliothèque de l'Institut Protestant de Théologie et de s'entretenir avec des enseignants, notamment la doyenne Valérie Nicolet. « J'avais fait une analyse il y a 13 ans sur la crise spirituelle au

sein du protestantisme camerounais », rappelle-t-elle. Après des années d'enseignement à Ndoungué, elle a repris « des recherches pour mieux comprendre les causes de cette crise, ce qui y a conduit l'Église ; et pour mieux comprendre le comportement des chrétiens dans la société ».

Rencontre entre doyennes de facultés de théologie au Défap

Valérie Nicolet et Madeleine Mbouté, respectivement doyennes de l'IPT-Paris et de la faculté de théologie de Ndoungué, ont eu l'occasion d'échanger en présence du Secrétaire général du Défap. Au centre des discussions : le congé de recherche de Madeleine Mbouté, mais aussi le futur séjour de la doyenne de l'IPT-Paris au Cameroun, prévu en janvier 2023.



Photo prise lors de l'entrevue dans le bureau du Secrétaire général du Défap : Madeleine Mbouté (à gauche) ; Valérie Nicolet (à droite) © Défap

La rencontre a eu lieu le vendredi 9 septembre dans les locaux du Défap. Elle réunissait Basile Zouma, Secrétaire général du Service protestant de mission, Valérie Nicolet, Doyenne de la Faculté de Paris de l'Institut protestant de Théologie, et Madeleine Mbouté, Doyenne de la Faculté de Théologie Protestante et des Sciences des Religions de Ndoungué, au Cameroun. Elle a tourné notamment autour du congé de recherche de Madeleine Mbouté – un projet longtemps reporté du fait des contraintes nées de la crise du Covid-19 – destiné à lui permettre de travailler sur les questions d'éthique chrétienne dans le cadre d'une Église et d'une société qui connaissent de multiples formes de corruption. Mais elle a aussi permis d'évoquer le futur séjour de la doyenne de l'IPT-Paris au Cameroun, prévu en janvier 2023.

Les relations entre Églises qu'entretient le Défap se concrétisent ainsi de diverses manières : par des projets, qui sont définis en lien avec les Églises partenaires ; par les missions des envoyés du Défap ; mais également par des

échanges entre facultés de théologie. La faculté de théologie de Ndoungué (FTPSRN) est un de ces partenaires du Défap au Cameroun, avec l'Université protestante d'Afrique Centrale (UPAC), première institution universitaire protestante dans ce pays, et avec les facultés de théologie de Bibia et Foulassi. Ces relations reflètent la diversité des liens du Défap, qui concernent aussi bien des Églises membres de la Communauté d'Églises en mission (Cevaa), comme l'Église Évangélique du Cameroun (EEC) dont dépend la faculté de Ndoungué, que des Églises hors-Cevaa comme l'Église presbytérienne au Cameroun, dont dépendent les facultés de Bibia et Foulassi.

Place de la femme, éthique chrétienne : des problèmes récurrents

La faculté de théologie de Ndoungué, autrefois appelée séminaire de Ndoungué, est avant tout l'institut de formation des pasteurs de l'EEC ; mais elle accueille également des étudiants venant d'autres Églises partenaires. Sous l'impulsion de sa doyenne, elle travaille notamment à une meilleure reconnaissance de la place des femmes au sein de l'EEC : une tâche de longue haleine au sein d'une Église qui a attendu l'année 2001 pour consacrer ses premières pasteures. Or si les femmes sont nombreuses et actives au sein de l'Église Évangélique du Cameroun, comme dans beaucoup d'autres Églises d'Afrique, elles ont toujours du mal à accéder au pastorat : elles ne représentent guère plus de 10% du corps pastoral. Le travail entamé au sein de la faculté de théologie de Ndoungué par Madeleine Mbouté s'est notamment concrétisé à travers des colloques et séminaires, comme la rencontre organisée fin juillet 2018 sur le thème : « [Ministère pastoral féminin : mimétisme ou vocation divine ?](#) », qui avait réuni une cinquantaine de pasteures et théologiennes, dont une représentante du Défap, ou comme le séminaire sur « L'apport et la contribution de la femme pasteure, de la théologienne, et de la femme chrétienne dans la lutte contre la violence ». Signe de l'importance de telles rencontres, la pasteure [Fidèle](#)

[Fifamè Houssou Gandonou](#), docteure en théologie et professeure d'éthique à l'Université protestante d'Afrique de l'Ouest (Upao-Porto-Novo) était présente parmi les participantes de ce séminaire. Les questions d'éthique face à des manifestations récurrentes de corruption sont un autre versant des problèmes auxquels est confrontée l'EEC – un aspect auquel Madeleine Mbouté veut s'attacher désormais au cours de son congé de recherche, centré sur « L'expérience de la christologie explicite : socle de la vraie conversion dans l'Église en Afrique Subsaharienne ».

Le soutien du Défap à la faculté de théologie de Ndoungué a déjà permis des échanges de professeurs – comme le séjour de la théologienne Christine Prieto, qui avait donné des cours de Nouveau Testament. Madeleine Mbouté a pour sa part déjà été invitée à donner des conférences en France. Le Défap soutient également la bibliothèque de la faculté de Ndoungué à travers la CLCF (Centrale de Littérature Chrétienne Francophone).

Passage de relais à la tête de la Cevaa

Après une année de « tuilage », le mandat du pasteur Célestin Kiki comme Secrétaire général de la Cevaa a officiellement pris fin le 31 août. La traditionnelle passation de pouvoir avec la pasteure Claudia Schulz a eu lieu le lundi 12 septembre.



Les membres du Secrétariat de la Cevaa ; à gauche de la photo, la nouvelle Secrétaire Générale, la pasteure Claudia Schulz (UEPAL) © Cevaa

Elle avait été officiellement choisie lors de l'Assemblée générale de la Cevaa d'octobre 2021 – une Assemblée encore marquée par les restrictions de circulation dues à la situation sanitaire, puisqu'elle s'était tenue en distanciel ; mais c'est seulement depuis ce mois de septembre 2022 que la pasteure Claudia Schulz, de l'UEPAL, est seule à la tête du Secrétariat de la Communauté d'Églises en mission. Entre octobre 2021 et septembre 2022, son prédécesseur, le pasteur Célestin Kiki (de l'EPMB) l'aura accompagnée au cours de pratiquement une année de « tuilage ». Son mandat ayant officiellement pris fin le 31 août, la traditionnelle passation de pouvoir avec la pasteure Claudia Schulz a eu lieu le lundi 12 septembre, dans une atmosphère décrite comme « sereine et amicale ».

La Cevaa, c'est un peu, par certains côtés, l'institution

jumelle du Défap, puisque ces deux organisations issues de la Société des Missions Évangéliques de Paris (SMEP) sont nées en même temps, en 1971. Avec des objectifs similaires : entretenir des relations de partenariat entre Églises du Nord et du Sud, afin qu'elles puissent se soutenir les unes les autres dans leurs activités missionnaires. Mais la Cevaa est aussi beaucoup plus que cela : si le Défap est le service missionnaire de trois unions d'Églises protestantes françaises (l'EPUDF, l'UEPAL et l'Unepref), la Cevaa est une Communauté rassemblant 35 Églises dans le monde. Principalement en Afrique et en Europe, mais aussi dans l'Océan Indien, dans le Pacifique et en Amérique latine. Et c'est au sein de la Cevaa que se développent la plus grande partie des relations établies par le Défap.

Une même passion pour la rencontre entre cultures

Issus de deux Églises très différentes de la Cevaa, l'une située en Alsace, l'autre au Bénin, la nouvelle Secrétaire générale et son prédécesseur partagent tous deux une passion de longue date pour la rencontre et les échanges entre cultures. La pasteure Claudia Schulz, désormais officiellement en fonction à la tête du Secrétariat de la Cevaa, à l'issue d'une année au cours de laquelle elle a eu l'occasion de se familiariser avec tous les enjeux de la Communauté, connaît bien les défis et les richesses des relations multiculturelles. Elle était précédemment en poste à la paroisse de HautePierre, référente Mosaïc dans l'Eurométropole de Strasbourg. Elle est aussi en lien avec le Défap et a pu notamment participer, suite à des échanges avec Pierre Adama Faye, alors vice-président de l'ELS (Église luthérienne du Sénégal), à la mise en place d'un projet d'accompagnement d'activités génératrices de revenus pour les pasteurs dans ce pays.

Vous pouvez retrouver ci-dessous une interview de la pasteure

Claudia Schulz dans l'émission « Les clochers du Rhin », au cours de laquelle elle évoque son parcours et les enjeux de la paroisse dont elle était pasteure avant de diriger le Secrétariat de la Cevaa : la paroisse Martin Bucer, dans le centre de HautePierre, un quartier de Strasbourg difficile mais riche de sa diversité culturelle.

Elle est désormais le vis-à-vis du Conseil Exécutif auquel elle rendra compte de la bonne marche du Secrétariat. Également chargée des relations institutionnelles, de la communication interne et externe, ainsi que des questions de justice et des droits de l'homme, elle a pour responsabilité de développer et d'entretenir des réseaux de vigilance pour le respect des droits humains, contre toute forme d'oppression et de discrimination, et pour la sauvegarde de la création.

Quant à son prédécesseur, le pasteur Célestin Kiki, il quitte la Cevaa à l'issue de 13 années de service au cours desquelles les défis n'auront pas manqué. Défi financier, les ressources étant tendanciuellement en baisse, et tentatives de rééquilibrage entre les participations des Églises du Nord et du Sud ; défis ecclésiaux, avec diverses crises au sein

d'Églises membres, voire de scissions, qui ont vu la Cevaa intervenir pour maintenir le dialogue entre les diverses parties, et plusieurs fois réussir à pousser à des réunifications ; défi sanitaire enfin, puisque la pandémie de Covid-19 a sérieusement freiné les activités de cette Communauté au sein de laquelle les déplacements entre pays sont nécessaires, et même contraint à reporter d'un an l'Assemblée générale de 2020.

Vous pouvez retrouver ci-dessous une interview du pasteur Célestin Kiki réalisée à l'occasion de l'édition 2017 de Protestants en fête, au cours de laquelle il a eu notamment l'occasion d'évoquer le rôle et les fondements de la Cevaa, ainsi que les enjeux de l'interculturalité en compagnie de Philippe Kabongo M'Baya, pasteur retraité de l'EPUDF et Président du Christianisme Social.

Courrier de mission : conseils d'un ancien envoyé à ceux qui hésitent à partir

Élie Olivier, 24 ans, est un ancien envoyé du Défap à Madagascar : il était parti en 2019 en tant que service civique. Une mission qui a durablement influé sur sa vie et sur sa vision du monde, comme il l'explique au micro de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap ». Son conseil pour celles et ceux qui envisageraient de s'engager ainsi auprès du Défap, mais se posent encore la question : « N'hésitez pas ! »



*Élie Olivier photographié au cours de sa mission à Madagascar
© Défap*

C'était il y a trois ans : Élie Olivier, ayant achevé des

études d'astrophysique, partait pour Madagascar pour une mission d'animateur linguistique – échanges interculturels à Antsirabe. Il avait le statut de service civique, et avait suivi en juillet la formation pour les envoyés dispensée par le Défap. Quelques mois plus tard éclatait une crise aux retentissements mondiaux : la pandémie de Covid-19. Élie, comme beaucoup d'autres Français en mission à l'étranger, devait interrompre prématurément son séjour, mettre fin à ses activités sur place, couper toutes les relations établies à Madagascar... et rentrer en France avec un fort goût d'inachevé. Et pourtant, en dépit de ces conditions si défavorables, il garde une image très positive de son passage à Madagascar. Au point que cette mission a changé sa manière de voir le monde, ses engagements, et même ses choix professionnels et de vie. Ce qui démontre bien la force de ce qui se vit au cours de la mission d'un envoyé... Invité de Marion Rouillard pour l'émission « Courrier de mission – le Défap », il témoigne, et donne aussi des conseils aux futurs envoyés qui pourraient hésiter encore...

Un jeune envoyé du Défap à Madagascar raconte, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 27 juillet 2022 sur Fréquence Protestante

Ainsi, parlant de la mission elle-même – cette mission si brutalement écourtée – il évoque « six mois merveilleux » passés à Madagascar avant son retour en France. Il travaillait au centre Akanysoa, à Antsirabé, une ville qui se situe dans le centre de Madagascar : c'est à la fois un orphelinat et une école primaire. Son activité était donc double elle aussi : à l'école, pendant les journées de la semaine, il était assistant de français ; les soirs et les week-ends, il faisait

de l'animation pour les enfants de l'orphelinat. Il était ainsi en relation avec une centaine d'élèves scolarisés dans la partie « école » du centre centre Akanysoa, et avec une vingtaine d'enfants au sein de l'orphelinat, pour lequel il développait des activités aussi diverses que des ateliers de piano, de solfège, d'échecs... Mais son séjour ne s'est pas limité à Antsirabé : il a aussi eu l'occasion, en-dehors des tâches liées à sa mission, de voyager dans des lieux très divers, jusqu'à Tamatave ou à l'île Sainte-Marie, au large de la côte est de Madagascar, près de la ville d'Ambodifotatra.

S'il avait des conseils à donner aux prochains envoyés, ou plutôt à ceux qui hésitent encore à s'engager avec le Défap, ce serait de se lancer : « On a une chance assez incroyable en France d'avoir des dispositifs comme le service civique, le Volontariat de Solidarité internationale, qui donnent l'occasion de partir découvrir un autre pays. » Et il souligne l'importance des rencontres faites à l'occasion de telles missions, l'opportunité de développer « des compétences très diverses : adaptation, pédagogie, prise de recul »... Pour lui, « il ne faut pas hésiter à y aller ». Et en profiter pour « apprendre la langue locale », « essayer de s'intégrer »... Car se retrouver ainsi au loin, et dans la position de l'étranger qui a tout à apprendre, « change aussi le rapport à l'altérité ».

Partir en mission, ça « change le rapport à l'altérité »

Au cours de cet entretien, Élie souligne aussi l'importance du rôle du Défap tout au long de la mission, et au-delà : car une mission commence bien avant l'envoi, avec une série d'entretiens qui s'étalent sur plusieurs mois avant la sélection des candidats, et se prolonge bien après, avec une « session retour » organisée généralement au cours du mois d'octobre suivant le retour des volontaires. Ce rôle comporte une préparation au départ, avec une formation dispensée aux futurs envoyés par le Défap, qui comporte des thèmes cruciaux

comme les relations interculturelles, la communication non-violente... Ensuite, « pendant la mission, on est suivi, témoigne Élie : des membres du Défap viennent sur place ». Et quant au « debriefing » qui a lieu au cours de la session retour, Élie souligne son importance pour « faire sortir ce qui n'était pas forcément sorti auparavant ». Car il n'est « pas forcément évident de raconter ce qu'on a vécu une fois de retour en France. Cette journée de retour permet vraiment de faire le point sur ce qu'on a aimé ou pas, ce qui nous a surpris... » Et de se rendre compte, aussi, que même si tous les envoyés vivent « des missions très différentes », il y a dans le parcours de tous les volontaires du Défap « des points communs », des similitudes dans ce qu'ils expérimentent..

Aujourd'hui encore, Élie a gardé des contacts avec le Défap : il évoque des visites régulières pour prendre auprès de l'équipe des nouvelles des prochaines missions, ou des nouveaux projets. Pour sa part, son aventure malgache lui a permis de prendre conscience de l'importance de se consacrer, dans sa vie professionnelle, à des enjeux qui lui tiennent à cœur, liés notamment à l'environnement, au développement et à l'accès à l'énergie. Et elle l'a convaincu de mieux connaître l'Afrique, un continent sur lequel son travail l'amènera à voyager : « 55 pays à découvrir... même si je garde forcément un attachement pour Madagascar ».

Les nouveaux visages de la FPF

Le 1er juillet 2022 ont débuté les mandats des pasteurs

Christian Krieger, à la présidence et Jean-Raymond Stauffacher, au secrétariat général de la Fédération protestante de France, dont le Défap est membre et avec laquelle il collabore étroitement. Dans deux vidéos mises en ligne juste avant la rentrée par la FPF, ils confient leurs parcours, leurs engagements et leurs visions pour la Fédération.



À gauche, Christian Krieger ; à droite, Jean-Raymond Stauffacher © FPF

Depuis 1905, la Fédération protestante de France assure le rôle d'instance représentative du protestantisme auprès des pouvoirs publics. Elle rassemble la plupart des Églises et des associations protestantes de France. La FPF, c'est une trentaine d'union d'Églises issues de toutes les sensibilités du protestantisme (réformée, luthérienne, évangélique, pentecôtiste, adventiste) ; c'est aussi plus de 80 associations, regroupant 500 Institutions, Œuvres et Mouvements. Le Défap en est membre, et il entretient aussi avec elle des relations régulières de partenariat : il a ainsi assuré pendant des années le rôle de « service des relations internationales » de la FPF, et à l'heure actuelle, il gère encore pour la Fédération diverses plateformes regroupant des

acteurs protestants engagés dans les mêmes pays. C'est le cas, par exemple, de la Plateforme Haïti, ou de la Plateforme Congo.

Le 1er juillet dernier, la FPF a connu un important renouvellement de ses instances : nouveau président, Christian Krieger succédant à François Clavairolly ; Georges Michel a pour sa part cédé la place de secrétaire général à Jean-Raymond Stauffacher ; Thierry André, en charge du lien fédératif avec les pôles régionaux de la FPF, a également quitté ses fonctions, de même que Patrick Lagarde, qui occupait le rôle de trésorier.

Dans deux vidéos diffusées le 31 août, la Fédération a présenté son nouveau président et son nouveau secrétaire général. Tous deux sont revenus sur leurs parcours, leurs engagements et leurs visions pour la Fédération. Christian Krieger est issu de l'UEPAL (Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine), l'une des trois unions d'Églises qui constituent le Défap. Vice-président de l'UEPAL, il était également président de l'Église protestante réformée d'Alsace et de Lorraine (EPRAL, l'une des deux Églises associées au sein de l'UEPAL) depuis 2012, fonction qu'il conserve jusqu'au prochain Synode électif de l'EPRAL qui aura lieu le samedi 24 septembre à Strasbourg. Jean-Raymond Stauffacher est pour sa part issu de l'Unepref (l'Union nationale des Églises protestantes réformées évangéliques de France), autre union d'Églises membre du Défap, dont il assurait la présidence depuis une dizaine d'années avant d'être appelé au secrétariat général de la FPF.

Le président de la FPF : le pasteur Christian Krieger

Le secrétaire général de la FPF : le pasteur Jean-Raymond Stauffacher

Assemblée du Désert : commémorer la Saint- Barthélemy ?

Des milliers de protestants sont attendus au Musée du Désert à Mialet, le dimanche 4 septembre, pour la 80ème Assemblée du Désert. Avec cette année un thème difficile : faut-il commémorer la Saint-Barthélemy ?



atelier GRIZO

10h30 | **Culte**
Christian BACCUET,
pasteur de l'Eglise protestante unie
(Paris, Pentemont-Luxembourg).

14h30 | **Allocutions historiques**
Olivier MILLET,
professeur (Sorbonne Université).
Olivier ABEL,
professeur (Faculté de théologie de
Montpellier)

Détail de l'affiche de l'Assemblée du Désert 2022 © DR

Le massacre de la Saint-Barthélemy fait partie de la mémoire collective des Français, consensuellement réprobatrice. Symbole d'un sommet de violences sanglantes contre des civils, au temps des guerres de religion entre catholiques et protestants, la Saint-Barthélemy désigne un événement qui

bouleversa la minorité protestante, le 24 août 1572 : après Gaspard de Coligny, amiral de France, le premier visé, au moins 3000 protestants furent assassinés à Paris, en pleine paix, et à la suite, des milliers d'autres à Troyes, Orléans, Lyon, Rouen, Toulouse, Bordeaux ... Ces tueries allaient relancer la révolte des huguenots. La paix provisoirement revenue, en 1573, défense fut faite à tous, au nom du roi, d'en rappeler la mémoire. Peine perdue.

Faut-il pour autant commémorer la Saint-Barthélemy après quatre-cent-cinquante ans ?

Commémorer n'est pas célébrer, s'auto-célébrer, mais travailler la mémoire et l'histoire. Cette histoire – avec sa charge passionnelle – intéresse toujours les historiens, même ceux du temps présent. Le massacre de la Saint-Barthélemy résonne encore.

Pour les protestants français, l'empathie avec les victimes du massacre s'en mêle et tant mieux si elle redouble l'intérêt pour cette histoire. C'est à l'histoire, à ses résonances aujourd'hui, voire à des leçons pour aujourd'hui, que s'attachera l'assemblée du Désert 2022.

Le culte à 10h30 sera présidé par le pasteur Christian Baccuet, de l'Église protestante unie (Paris, Pentemont-Luxembourg). L'après-midi, on entendra les allocutions historiques des professeurs Olivier Millet (Sorbonne Université), et de Olivier Abel (Faculté de théologie de Montpellier). Le message final sera donné par Ingrid Prat, pasteure de l'Église protestante unie (Gardon et Vidourle).

Renseignements Pratiques

• Date : Dimanche 4 Septembre 2022

- Lieu : Musée du Désert. Le Mas Soubeyran, 30140 MIALET
- Un programme précisant le déroulement de la journée, l'ordre du culte, les cantiques, les intervenants, etc. , est disponible sur place le jour de l'Assemblée.
- Culte à 10 h 30. Il est conseillé d'arriver avant 10 h.
- Fête commémorative à 14 h 30. Dispersion vers 16 h 30.
- Animation pour les enfants (matin et après-midi) organisée par la Ligue pour la Lecture de la Bible.
- Les enregistrements du culte et des allocutions de l'après-midi sont réalisés par Radio-Evangile. Vous pouvez commander les CD (audio et MP3) au stand situé sous la chaire ou par correspondance (BP1 26100 Romans Cedex – contact@tresorsmedia.com – 04 75 02 10 10).
- Les textes de la prédication et des allocutions sont disponibles au Musée une dizaine de jours après l'Assemblée. On peut aussi les consulter dans la rubrique Assemblée de ce site web.

Karlsruhe 2022 : les 10 Assemblées du COE en images

Alors que ce 31 août marque l'ouverture de la 11e Assemblée générale du Conseil Œcuménique des Églises (COE), un événement auquel sera présent le président fédéral allemand, Frank-Walter Steinmeier, retour sur l'histoire du COE à travers ses dix précédentes Assemblées, depuis celle d'Amsterdam, en 1948.



*10e Assemblée du COE, Busan, République de Corée, 2013 ©
Joanna Linden-Montes/COE*

Le Conseil Œcuménique des Églises trouve ses origines dans le mouvement œcuménique des XIXème et XXème siècles, dont la Conférence missionnaire d'Édimbourg en 1910. En 1937, les dirigeants d'une centaine d'Églises avaient conjointement exprimé leur volonté de créer une organisation internationale commune. En 1948, et après la Deuxième Guerre mondiale qui avait freiné ce mouvement, ce sont 147 dénominations chrétiennes qui se sont réunies pour la première Assemblée générale à Amsterdam, qui devait marquer la naissance officielle du COE. Aujourd'hui, ce sont pas moins de 352 Églises qui en sont membres, représentant plus de 580 millions de chrétiens présents dans toutes les régions du monde. Avec des motivations d'abord spirituelles, mais aussi en prise avec les grands problèmes du monde, ce que les dirigeants politiques n'ignorent pas : en témoigne la présence, en ce 31 août à Karlsruhe, du président fédéral allemand, Frank-Walter Steinmeier, qui doit prononcer l'allocution d'ouverture.

Également sur place, le ministre-président du Bade-Wurtemberg, Winfried Kretschmann, doit s'adresser à l'assemblée lors de la journée d'ouverture.

À cette occasion, le Conseil Œcuménique des Églises diffuse une rétrospective sur les dix Assemblées précédentes, à travers série de courtes vidéos destinées à partager l'esprit de chaque assemblée et à rappeler le contexte mondial dans lequel elle s'est déroulée. Comme le note le narrateur, depuis « l'importance croissante du COE sur la scène internationale » en 1954 à Evanston jusqu'à la première assemblée à se tenir hors d'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord en 1961 à New Delhi, les assemblées du COE ont accompagné le monde à travers de nombreuses crises.

1. Amsterdam, 1948 : « Le désordre de l'homme et le dessein de Dieu. »

Cette première Assemblée se tient trois ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le monde est dévasté ; on compte des millions de personnes déplacées ou réfugiées. En Asie, les pays colonisés par les Européens luttent pour affirmer leur

indépendance. La Chine est au seuil de la révolution. On perçoit déjà les premiers frémissements de la guerre froide. Et à Amsterdam, issus de nations qui, quelques années auparavant, étaient en guerre les unes contre les autres, des délégués de 147 églises représentant 44 pays se réunissent pour fonder le Conseil Œcuménique des Églises.

2. Evanston, 1954 : « Le Christ, espérance du monde. »

Six ans après la fondation du Conseil Œcuménique des Églises à Amsterdam, les délégués se réunissent en août 1954 à Evanston, dans le Grand Chicago, pour la deuxième Assemblée du COE. C'est la première et la seule fois qu'une assemblée du COE se tient aux États-Unis – un pays en proie à l'époque à la peur du communisme, à la rivalité avec l'Union soviétique et à l'agitation sociale entourant le mouvement des droits civiques.

3. New Delhi, 1961 : « Jésus-Christ, lumière du

monde. »

En novembre 1961, les délégués du Conseil Œcuménique des Églises se retrouvent pour la troisième fois : la rencontre a lieu à New Delhi, la capitale de l'Inde. C'est la première Assemblée à avoir lieu en dehors de l'Europe occidentale ou de l'Amérique du Nord. Un choix qui reflète l'importance croissante et l'implication de plus en plus marquée dans les affaires internationales des nations nouvellement indépendantes d'Asie et d'Afrique.

4. Uppsala, 1968 : « Voici que je rends tout nouveau. »

1968 est une année de troubles partout dans le monde. La guerre du Vietnam fait rage, tout comme le conflit du Biafra au Nigeria. Le mouvement des droits civiques aux États-Unis est à son apogée. En Tchécoslovaquie, le Printemps de Prague cherche à promouvoir un « socialisme à visage humain » – une expérience audacieuse qui sera interrompue par l'invasion soviétique. Partout, des jeunes manifestent dans les rues – de Paris, Berlin et Francfort à Mexico et Tokyo. En Afrique du Sud, un nouveau Conseil sud-africain des Églises prépare un « message au peuple » dénonçant l'apartheid.

5. Nairobi, 1975 : « Jésus-Christ libère et unit. »

En 1975, des délégués du monde entier se réunissent à Nairobi, au Kenya, pour la 5ème Assemblée du Conseil Œcuménique des Églises, la première assemblée à avoir lieu en Afrique, un continent où le christianisme connaît une croissance rapide. Avec plus de 650 délégués votants, l'assemblée se caractérise par une plus grande diversité géographique, confessionnelle et culturelle et par une plus grande représentation des pays du Sud que jamais auparavant.

6. Vancouver, 1983 : « Jésus-Christ, vie du monde. »

Il est presque minuit le vendredi 5 août 1983 – la veille du 38ème anniversaire de l'explosion de la première bombe atomique à Hiroshima, au Japon. Sur le campus de l'Université de la Colombie-Britannique à Vancouver, des milliers de participants à la Sixième Assemblée du Conseil Œcuménique des Églises sont réunis depuis le début de soirée sous une tente en témoignage public pour la justice et la paix. Soudain, à la surprise générale, Mgr Desmond Tutu apparaît, tout juste arrivé après avoir été autorisé à voyager par les autorités sud-africaines. « Si Dieu est pour nous », dit Tutu, symbole de la lutte pour la justice, la réconciliation et la paix, « qui peut être contre nous ? »

7. Canberra, 1991 : « Viens, Esprit Saint ; renouvelle toute la création. »

La 7ème Assemblée du Conseil Œcuménique des Églises innove à travers son thème, le premier à être axé sur l'activité de l'Esprit. C'est aussi la première fois que le thème de l'Assemblée prend la forme d'une prière, et que la création y occupe une place prépondérante. Cette évolution est due aux engagements pour la justice, la paix et l'intégrité de la création lancés lors de l'assemblée de Vancouver huit ans auparavant et qui ont abouti à un rassemblement mondiale à Séoul un an avant cette Assemblée de Canberra. Ce thème reflète également une prise de conscience croissante que toute la création est menacée par la pauvreté, l'injustice, la guerre et la pollution qui ont tant marqué la vie sur la planète.

8. Harare, 1998 : « Tournons-nous vers Dieu dans la joie de l'espérance. »

« Pour nous, en Afrique du Sud et australe, et en fait pour l'ensemble du continent, le COE a toujours été connu comme le champion des opprimés et des exploités » : telles sont les paroles prononcées par Nelson Mandela, dans l'un de ses derniers actes publics en tant que président sud-africain, s'exprimant lors des célébrations du 50ème anniversaire du Conseil œcuménique des Églises lors de sa 8ème Assemblée à Harare, la capitale du Zimbabwe, en décembre 1998.

9. Porto Alegre, 2006 : « Transforme le monde, Dieu, dans ta grâce. »

La première Assemblée du Conseil Œcuménique des Églises au XXIème siècle se réunit en 2006 à Porto Alegre, une ville de 1,3 million d'habitants dans le sud du Brésil. C'est la première Assemblée à se tenir en Amérique latine, une région du monde confrontée à des défis sociaux, ethniques, économiques et politiques, et à un moment où les peuples de la région cherchent des alternatives à la mondialisation économique et financière.

10. Busan, 2013 : « Dieu de la vie, conduis-nous vers la justice et la paix. »

Soixante ans après l'armistice de 1953 qui a apporté une trêve à la guerre de Corée, le Conseil Œcuménique des Églises se réunit pour sa 10ème Assemblée à Busan, à la pointe sud de la péninsule coréenne. La réalité de la séparation persistante de la Corée entre deux entités antagonistes, le Nord et le Sud, est rappelée aux délégués lorsque plus de 800 participants se joignent à un pèlerinage de paix jusqu'au mont Dora et Im-jin-gak, à sept kilomètres de la ligne de démarcation militaire.

Courrier de mission : partir en mission, pour soi-même et pour les autres

L'approche du mois de septembre va marquer le début des premiers départs des envoyés du Défap qui ont participé

à la session de formation de juillet 2022. L'occasion de revenir sur l'importance de cette formation pour se préparer au contexte, à la culture et aux enjeux des missions que les volontaires trouveront bientôt sur place. Retour sur ce qui fait la spécificité du Défap à travers l'émission « Courrier de mission – le Défap » diffusée le 16 août 2022 sur Fréquence protestante. Laura Casorio, responsable de la formation et du suivi des envoyés, était au micro de Marion Rouillard.



*Un moment de la session de formation 2022 des envoyés du Défap
© Défap*

Les voici au mois de juillet dernier : penchés sur leurs ordinateurs, studieux, occupés à suivre l'un des modules de formation du Défap... Depuis, l'été a passé, et la rentrée qui approche va donner le signal des premiers départs. Les futurs envoyés du Défap vont bientôt s'envoler pour l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Liban, Madagascar, la Tunisie... Les envois s'échelonneront sur plusieurs semaines, au gré de la durée prévue de leur mission, des procédures nécessaires pour partir de France (elles se sont notablement alourdies depuis les restrictions provoquées par l'épidémie de Covid-19), des modalités d'accueil sur place... Cette année, les envoyés du Défap sont onze en tout, avec des expériences très

différentes de l'engagement à l'étranger et des profils très divers. Les âges vont de 21 à 58 ans ; certains partent avec le statut de service civique, d'autres en tant que VSI (Volontaires de Solidarité Internationale)... Mais tous auront eu l'occasion de se retrouver pendant une dizaine de jours au 102 boulevard Arago pour suivre une même formation, destinée à les préparer à la fois à leur future mission et aux défis qui les attendent ; une formation qui est une marque de fabrique du Défap.

Cette période de rentrée, prélude aux départs, est l'occasion de revenir sur la formation des envoyés dispensée par le Défap. Au cours du mois d'août, Laura Casorio, responsable de la formation et du suivi des envoyés, a été l'invitée de Marion Rouillard dans l'émission « Courrier de mission – le Défap ». Comme elle a pu le souligner, cette session commune à tous les envoyés, qui se déroule traditionnellement durant la première moitié du mois du juillet et au cours de laquelle tous les candidats au départ se retrouvent au 102 boulevard Arago, à Paris, est « une marque de fabrique de notre institution : on ne part pas seulement en mission pour soi-même ; on s'inscrit dans un projet ». Cette période passée en commun au siège du Défap est, entre autre, un moment clé pour permettre à tous de prendre conscience de cette histoire longue et de ces relations tissées depuis longtemps par-delà les cultures et les frontières dans lesquelles les envoyés vont s'inscrire.

Comment se passe la formation et le suivi des "envoyé·e·s", émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 16 août 2022 sur Fréquence Protestante

Laura Casorio a aussi eu l'occasion de détailler cette période

si particulière qui précède l'envoi en mission : période cruciale, même si elle n'est pas la plus visible. Ainsi, pour le Défac comme pour les candidats au départ, « la mission est beaucoup plus longue que ce qui se passe sur le terrain », rappelle-t-elle au micro de Marion Rouillard. « Elle commence au moment de la validation de la candidature, et se termine au moment où l'on se dit au revoir après la session retour ». La session de formation proprement dite est ainsi l'aboutissement d'un processus qui dure plusieurs mois : le recrutement est ainsi scandé par une série d'entretiens successifs avec la CEP, la Commission Échange de Personnes ; un temps nécessaire pour que les candidats au départ puissent s'interroger sur leurs motivations au départ, sur les missions qu'ils et elles seront amenés à accomplir.

« La mission dure beaucoup plus longtemps que ce qui se passe sur le terrain »

Au cours de la formation proprement dite, souligne Laura Casorio, « nous consacrons beaucoup de temps aux enjeux de l'interculturel : d'abord avec des sociologues, pour fournir aux envoyés des grilles de lecture des paramètres à prendre en compte lors des relations sur place ; pour les préparer aux relations avec d'autres croyances, aux relations avec l'autre et avec ses manières différentes de communiquer ; pour les préparer aux manières différentes de gérer les conflits... » Cette période est aussi l'occasion de faire « un travail sur leurs motivations », sur leurs manières de se ressourcer : il est important de savoir doser les efforts sur la durée, d'où la nécessité aussi de « bien se connaître pour savoir comment réagir face à des situations qui peuvent être inattendues ». Enfin, la formation est aussi un temps indispensable pour fournir avant le départ « des conseils pratiques, administratifs, des informations sur le contexte de la mission »...



Vue de la session 2022 de la formation des envoyés du Défap © Défap

Cette période de formation s'inscrit dans tout un contexte : non seulement elle suit une période longue de sélection des candidatures, mais elle se prolonge ensuite par un suivi régulier des envoyés pour pouvoir évaluer la manière dont ils s'adaptent au contexte qu'ils trouvent sur place, comment ils s'approprient la mission et s'y inscrivent... Et même après le retour en France, les envoyés seront invités à revenir au Défap (généralement au cours d'un mois d'octobre suivant leur retour) pour participer à une séance de « debriefing », échanger sur ce qu'ils auront découvert et vécu sur place, envisager l'avenir, à la fois sur le plan personnel et en lien avec les partenaires qu'ils auront découverts en cours de mission, notamment le Défap lui-même... Une dernière étape elle aussi importante, car autant les attentes des uns et des autres diffèrent au moment du départ, autant la manière d'envisager les suites de la mission sont nombreuses.

Comme le souligne Laura Casorio, l'envoi en mission par le Défap s'inscrit dans un dispositif d'État, avec des obligations propres, notamment en ce qui concerne le respect de la laïcité : ainsi, le Défap envoie en mission des volontaires aux profils très divers. Ils peuvent être « médecins, enseignants, ingénieurs »... Certains peuvent être protestants, d'autres non. Certains sont jeunes et ne sont jamais partis à l'étranger, d'autres au contraire ont déjà eu l'occasion de vivre hors de France pour des périodes plus ou moins longue... Certains partent seuls, d'autres en couple voire en famille. Beaucoup envisagent de revenir en France, soit pour y poursuivre une activité professionnelle, soit pour y reprendre des études, et cette période « d'atterrissage » après la mission est une étape à ne pas négliger. D'autres, enfin, voyageurs au long cours, envisagent plutôt de passer de longues années, voire toute leur vie à l'étranger. Pour tous ces profils, le Défap ne dispense donc pas une formation technique : il s'agit, avant de partir, « de donner des outils pour faciliter les relations sur place ». Et permettre que cette période de l'envoi en mission ouvre sur autre chose – ce qu'il s'agira de découvrir sur place : car on revient toujours différent de ce que l'on était au moment du départ. « Les échanges, ça vous change »...

COE : plus de 3000 chrétiens du monde entier ont rendez-vous à Karlsruhe

La 11ème Assemblée du Conseil œcuménique des Églises va

se tenir à Karlsruhe, en Allemagne, du 31 août au 8 septembre, sur le thème : « L'amour du Christ mène le monde à la réconciliation et à l'unité ». Elle sera accueillie par l'Église protestante du Pays de Bade (EKIBA), la Conférence des Églises riveraines du Rhin (CERR) et l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), en tant que pays hôtes transfrontaliers.



Entre 3000 et 4000 chrétiens du monde entier sont attendus d'ici fin août à Karlsruhe, en Allemagne, pour la onzième assemblée du Conseil œcuménique des Églises. Réunissant des représentants d'Églises de plus de 120 pays, cette assemblée, qui aura lieu en Europe pour la première fois depuis 1968, se tiendra sur le thème « L'amour du Christ mène le monde à la réconciliation et à l'unité ». La précédente Assemblée avait eu lieu en 2013 à Busan, en Corée.

Parmi les organisations chrétiennes internationales, le Conseil œcuménique des Églises est un « poids lourd » : une communauté de 352 Églises, représentant plus de 580 millions de chrétiens. Les Églises membres du COE sont présentes dans toutes les régions du monde et comprennent la plupart des

Églises orthodoxes, ainsi qu'un grand nombre d'Églises anglicanes, baptistes, luthériennes, mennonites, méthodistes, moraves, réformées... L'Église catholique n'est pas membre, bien qu'elle collabore pour certains sujets. L'Assemblée est l'organe législatif du COE : elle représente le seul moment où l'ensemble de la communauté fraternelle des Églises membres se retrouve en un même lieu dans la prière et la célébration. Ainsi l'Assemblée du COE est-elle la réunion d'Églises la plus vaste et la plus diverse au monde. En voici une présentation en vidéo par Christian Albecker, président de l'UEPAL et de la CERR :

La création du COE remonte à 1948. Si plusieurs mouvements œcuméniques existaient déjà au début du XXe siècle, c'est en 1920 que le patriarcat de Constantinople – orthodoxe – lança un appel pour la création d'une « Société des Églises », sur le même principe que la Société des Nations, créée quelques mois plus tôt. En 1937, des représentants de plus de 100 Églises manifestaient leur volonté d'un Conseil œcuménique des Églises. La guerre devait retarder le projet de plusieurs années. Mais dès sa naissance, le COE a affirmé son poids sur la scène internationale, en ajoutant à ses préoccupations

spirituelles un rôle ouvertement politique : ainsi, tout au long de la Guerre froide (1947-1991), il a servi de lieu de rencontre au dialogue Est/Ouest. En 1969, le Conseil s'est aussi engagé contre le racisme et a fortement contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique australe. Aujourd'hui, Le COE agit dans différents domaines :

- La solidarité, le secours caritatif aux sans-abri, aux migrants, aux prisonniers et le respect de la dignité humaine.
- La consolidation de la paix dans les pays et régions instables.
- L'aide au développement des pays du tiers-monde.
- La formation des personnes impliquées dans le mouvement.

Pour cette année encore, les sujets internationaux difficiles ne manqueront pas. Ce sera le cas de la guerre en Ukraine : des délégations de l'Église orthodoxe russe et de l'Église orthodoxe d'Ukraine sont d'ailleurs attendues. Alors que la guerre de la Russie contre l'Ukraine se poursuit depuis le 24 février dernier, une délégation du COE conduite par le secrétaire général par intérim, le père Ioan Sauca, s'est récemment rendue en Ukraine pour y rencontrer des représentants des Églises locales et des institutions gouvernementales s'occupant de questions religieuses. Ce sera également le cas de la sécularisation croissante des sociétés européennes ; ou encore de la justice climatique et de la sauvegarde de la création : le père Ioan Sauca souligne d'ailleurs lui-même que la première plénière thématique du rassemblement se tiendra le 1er septembre, journée célébrée par les Églises du monde entier comme le Jour de la création, et marquant le début du « [Temps pour la création](#) » qui donne l'occasion chaque année, pendant un mois, à tous les chrétiens du monde d'affirmer leur engagement écologique. Le père Ioan Sauca confie « qu'à l'Assemblée, il sera demandé aux dirigeants d'agir maintenant pour prendre soin de notre planète commune, la Terre ».

Le programme et les attentes

Voici le programme des plénières qui scanderont cette 11ème Assemblée du Conseil œcuménique des Églises :

- **Le sens de l'amour de Dieu incarné en Jésus-Christ : la réconciliation et l'unité.** (*Jeudi – 1er septembre*)
- **L'Europe : au-delà du colonialisme et de la guerre, vers la solidarité, l'hospitalité et la paix.** (*Vendredi – 2 septembre*)
- **Affirmer la plénitude de la vie.** (*Lundi – 5 septembre*)
- **Affirmer la dignité humaine et notre humanité commune.** (*Mardi – 6 septembre*)
- **L'unité.** (*Mercredi – 7 septembre*)

Mais ce programme ne rend qu'imparfaitement compte de tout ce que représente une Assemblée du COE : car c'est d'abord une réunion spirituelle, de prière et d'étude de textes bibliques, avec des rencontres en petits groupes le matin, par confessions le soir, des temps de chants et de prières ; des « [conversations œcuméniques](#) » réunissant divers délégués sur 23 thèmes ; pour les visiteurs, des ateliers consacrés à cinq thématiques : la spiritualité, la formation œcuménique, la mission et le témoignage, la justice et la paix, l'urgence climatique ; et des expositions, des manifestations... Pour avoir une idée d'une journée type d'un délégué, [en voici une présentation](#) faite par Claire Sixt-Gateuille, l'ancienne responsable des relations internationales de l'EPuDF.

Cette 11ème Assemblée est accueillie en cette année 2022 par l'Église protestante du Pays de Bade (EKIBA), la Conférence des Églises riveraines du Rhin (CERR) et l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), en tant que pays hôtes transfrontaliers. Heike Springhart, évêque de l'EKIBA, et Christian Albecker, président de l'UEPAL et de la CERR, ont signé à cette occasion une déclaration commune dans laquelle ils soulignent que « beaucoup espèrent qu'à Karlsruhe, les Églises du monde donneront un signe clair d'espérance dans ce

monde en proie à la guerre et à la faim, à l'injustice et à la destruction des bases naturelles de la vie ». Cette déclaration a été diffusée [sur le site dédié mis en place par l'UEPAL](#) pour suivre l'événement au jour le jour.

La délégation française sera constituée : pour l'UEPAL, de Christian Albecker et Enno Strobel ; pour l'EPUDF, de Marc Boss, Emmanuelle Seyboldt, Claire Sixt-Gateuille et Ulrich Rudsen-Weinhold ; pour la FPF, d'Anne-Laure Danet et Christian Krieger. L'EPUDF [suivra régulièrement les nouvelles de l'Assemblée sur un blog](#). Emmanuelle Seyboldt, présidente de l'EPUDF, y a déjà diffusé une présentation de la rencontre de Karlsruhe :

Claire Sixt-Gateuille et son successeur Ulrich Rusen-Weinhold ont aussi présenté l'Assemblée du COE et leurs attentes dans cette vidéo :

« Écoutez la voix de la création » : les chrétiens unis pour notre maison commune

Du 1er septembre au 4 octobre a lieu l'édition 2022 du « Temps pour la Création » : une manifestation internationale regroupant de nombreux chrétiens militant en faveur de la sauvegarde de la planète. Elle sera introduite le 1er septembre par une journée internationale de prière pour la sauvegarde de la Création. Cette célébration annuelle permet d'écouter et de répondre ensemble au cri de la Création : la famille œcuménique du monde entier s'unit pour prier et

protéger notre maison commune, l'Oikos de Dieu.

CATHOLIQUES, PROTESTANTS, ORTHODOXES RÉUNIS



Bannière de l'édition 2022 du «Temps pour la Création»

Canicules à répétition, incendies partout en France, et jusqu'en Bretagne : l'été a été torride dans l'Hexagone. Météo-France a annoncé que le mois de juillet 2022 était le deuxième mois le plus sec enregistré depuis le début des mesures, en 1958-1959 : au cours de ce mois, seulement 9,7 millimètres de précipitations cumulés ont été comptés dans le pays. Et si rien n'est fait pour inverser la tendance, c'est bien ce à quoi nos futurs étés devraient de plus en plus ressembler... Ce dont témoignent les projections climatiques à l'horizon 2100 établies par Météo-France :

La France n'est certes pas une exception ; et au niveau international, d'autres organismes pointent déjà l'accélération du réchauffement global des températures. C'est le cas de la Nasa, qui a établi cette animation compilant les données disponibles depuis l'ère pré-industrielle jusqu'à l'année 2021 :

Aujourd'hui, l'impact de l'humanité sur l'ensemble des

écosystèmes de notre planète, et sur le climat lui-même, pousse de nombreux chrétiens à s'interroger : cette création n'est-elle pas désormais menacée ? L'être humain, chargé par Dieu dans le chapitre 2 de la Genèse de «garder» le Jardin d'Éden, n'a-t-il pas failli à sa mission ? Précisément, la fin des congés d'été annonce l'entrée dans une période de l'année qui marque, depuis 15 ans, une **manifestation chrétienne internationale en faveur du climat** : le «Temps pour la Création». Elle est traditionnellement organisée entre début septembre et début octobre – plus précisément entre le 1er septembre (début de l'année liturgique orthodoxe) et le 4 octobre (Saint François d'Assise, le saint patron des animaux et de l'environnement dans la tradition catholique), en passant par la fête des récoltes (parfois célébrée en milieu protestant)... Ce rendez-vous a été initié en Europe en 2007 ; en 2019, il a reçu un nouveau nom, celui de «Saison de la Création». Une appellation choisie de manière œcuménique au niveau international parmi l'ensemble des institutions chrétiennes. En France, de nombreux partenaires chrétiens, dont en particulier le Conseil d'Églises chrétiennes en France (CECEF) et la Commission Écologie – Justice climatique de la Fédération Protestante de France, ont choisi de se joindre à cette dynamique mondiale.

« **Écoutez la voix de la création** »

Cette année, l'édition 2022 du « Temps pour la Création » est organisée sous le thème : « **Écoutez la voix de la création** ». « *Au cours de la pandémie de COVID-19* », soulignent les organisateurs, « *beaucoup se sont familiarisés avec le concept de sourdine dans les conversations. De nombreuses voix sont muettes dans le discours public sur le changement climatique et l'éthique du maintien de la Terre. Il s'agit des voix de ceux qui souffrent des impacts du changement climatique. Ce sont les voix des personnes qui détiennent une sagesse générationnelle sur la façon de vivre avec gratitude dans les limites de la terre. Ce sont les voix d'une diversité*

décroissante d'espèces plus qu'humaines. C'est la voix de la Terre. Le thème du Temps pour la Création 2022 sensibilise à notre besoin d'écouter la voix de la création (...) Pendant le Temps pour la Création, notre prière et notre action communes peuvent nous aider à écouter les voix de ceux qui sont réduits au silence. Dans la prière, nous nous lamentons sur les individus, les communautés, les espèces et les écosystèmes qui ont disparu, et sur ceux dont les moyens de subsistance sont menacés par la perte d'habitat et le changement climatique. Dans la prière, nous mettons au centre le cri de la Terre et le cri des pauvres.

Écouter la voix de la création offre aux membres de la famille chrétienne un riche point d'entrée pour le dialogue et la pratique interconfessionnels et interdisciplinaires. En écoutant la voix de toute la création, les humains de toutes les cultures et de tous les secteurs de la vie peuvent se joindre à notre vocation de prendre soin de notre maison commune (oikos). Que ce Temps pour la Création 2022 renouvelle notre unité œcuménique ! Et que ce temps de prière et d'action soit l'occasion d'écouter la voix de la création, afin que nos vies, en paroles et en actes, proclament la bonne nouvelle pour toute la Terre ! »

Pendant cette période, les individus et les communautés sont invités à participer par la prière, des projets durables et du plaidoyer :

- **Prière** : organisez un moment de prière œcuménique, qui unit les chrétiens pour prendre soin de notre maison commune, voyagez ensemble dans la Création ou dans des lieux touchés par le changement climatique et la perte de biodiversité, prévoyez des moments liturgiques pour écouter le Livre du Seigneur et le Livre de la Création.
- **Durabilité** : organisez un événement de sensibilisation du public, pour informer un plus grand nombre de personnes de la bonne nouvelle que chacun d'entre nous peut apporter sa contribution.
- **Plaidoyer** : faites entendre votre voix pour la justice climatique en participant ou en rejoignant une campagne en cours, comme le mouvement de désinvestissement des combustibles fossiles.

L'engagement chrétien en faveur de la sauvegarde de la Création regroupe aujourd'hui des initiatives de plus en plus nombreuses. **Au Défap aussi, la préoccupation de la sauvegarde de l'environnement fait partie intégrante de son programme de**

travail, et se retrouve à travers un certain nombre de projets : c'est le cas du soutien apporté à l'association Abel Granier, qui intervient en Tunisie sur les problématiques de désertification. C'est le cas du partenariat établi avec l'ALCESDAM, Association pour la Lutte Contre l'Érosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc, qui depuis trente ans intervient dans les zones de palmeraies de la province de Tata. Le Défap a aussi régulièrement des envoyés au sein du projet Beer Shéba à Fatick, au Sénégal, centré sur l'agroforesterie durable ; il est l'un des membres fondateurs du Secaar... Cette préoccupation globale trouve par ailleurs des traductions locales dans les rencontres régionales sur la mission.